

M. NYSTROM—LE MAINTIEN DU TARIF DU PAS DU NID-DE-CORBEAU

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, je voudrais vous présenter une pétition signée par quelque 45 Canadiens habitant l'Alberta et la Saskatchewan ainsi que par un ancien journaliste bien connu et distingué, M. Bruce Levy, d'Ottawa, et un universitaire renommé et éminent du Québec, M. Jean Ethier, de Hull. Ces deux personnes bien connues et les autres demandent à la Chambre des communes de conserver le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau pour les agriculteurs de l'Ouest. Ils prétendent que ces derniers paient plus de 100 millions de dollars par année pour faire transporter le grain destiné à l'exportation en vertu du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau et que ce grain permet chaque année d'ajouter plus de six milliards de dollars à la balance des paiements, qui, selon eux, est très importante pour tout le Canada, notamment le centre.

Ils ajoutent: vos pétitionnaires prient humblement le Parlement de maintenir le tarif actuel du Pas du Nid-de-Corbeau. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

ON DEMANDE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Monsieur le Président, cela ne vous surprendra peut-être pas d'apprendre que je veux cet après-midi présenter une pétition d'un bon groupe de Canadiens qui jugent qu'il existe une crise de confiance dans le gouvernement fédéral. Ils veulent avoir l'occasion de remédier à cette situation le plus rapidement possible. Ils jugent que la meilleure façon d'y parvenir est de déclencher des élections générales. A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance dans le gouvernement du Canada, c'est-à-dire de déclencher des élections générales immédiatement.

● (1640)

L'hon. Don Mazankowski (Végréville): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter à l'honorable Chambre des communes ici réuni une pétition signée par des citoyens de la région de Mundare, de Végréville et d'Innisfree, en Alberta. Les soussignés souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. Les soussignés déclarent humblement que le gouvernement canadien n'inspire aucune confiance, qu'il faut remédier à cette situation aussitôt que possible et que le meilleur moyen de le faire consisterait à déclencher immédiatement des élections. Vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens dans le gouvernement du Canada. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

M. BENJAMIN—LE MAINTIEN DU TARIF DU PAS DU NID-DE-CORBEAU

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, je dois présenter des excuses au député d'Assiniboia (M. Gustafson). J'aurais dû lui faire parvenir cette pétition, car je sais qu'il souhaite ardemment que le tarif réglementaire soit maintenu à l'égard des céréales. Il se heurte à de nombreuses difficultés, notamment parmi ses collègues. Une soixantaine de pétitionnaires d'Assiniboia, de Scout Lake, de Laflèche, de

Pétitions

Rockglen, de Lesieux, de Kildeer, de Lakenheath, de Meyronne et d'Ottawa déclarent humblement que les soussignés, ayant examiné consciencieusement le projet que propose le Nouveau parti démocratique, demandent au Parlement d'adopter les dispositions du programme de rechange du Nouveau parti démocratique, afin que le tarif statutaire du Pas du Nid-de-Corbeau soit maintenu et que tous les chemins de fer au Canada soient améliorés et exploités de façon à constituer un réseau moderne et efficace de transport. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

ON DEMANDE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

M. Doug Neil (Moose Jaw): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par un certain nombre de citoyens canadiens de Kimberley et Wycliffe, en Colombie-Britannique et de Brantford, en Ontario. Les soussignés, citoyens du Dominion du Canada, souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter un grief commun, convaincus que l'honorable Chambre des communes saura y porter remède. Les soussignés déclarent humblement que le gouvernement du Canada n'inspire plus confiance à ses citoyens; qu'il faut remédier à cette situation le plus tôt possible; que le meilleur moyen de le faire consisterait à déclencher immédiatement des élections générales à l'échelon fédéral. A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens dans le gouvernement du Canada. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par 28 habitants des villes de Mount Forest, Guelph, Kenilworth, et de la R.R. 4 à Kenilworth, en Ontario. Les soussignés, citoyens du Dominion du Canada, souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter un grief commun, convaincus que l'honorable Chambre des communes saura y porter remède. Les soussignés déclarent humblement que le gouvernement du Canada n'inspire plus confiance à ses citoyens; qu'il faut remédier à cette situation le plus tôt possible; que le meilleur moyen de le faire consisterait à déclencher immédiatement des élections générales à l'échelon fédéral. A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens dans le gouvernement du Canada. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

M. Arnold Malone (Crowfoot): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter une pétition au nom de certains des citoyens très respectables de la ville de Lamont, dans la circonscription fédérale bien représentée de Végréville. A l'honorable Chambre des communes du Canada, en Parlement assemblée: Les soussignés, citoyens du Dominion du Canada, souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. Les soussignés déclarent humblement que le gouvernement du Canada n'inspire plus confiance à ses citoyens; qu'il faut remédier à cette situation le plus tôt possible; que le meilleur moyen de le faire consisterait à déclencher immédiatement des élections générales à l'échelon fédéral. A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens